



ELECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES

# Le président de la République reçoit sa carte d'électeur

Le chef de l'Etat et son épouse ont reçu, le 15 juin, à la résidence du Plateau, leur carte d'électeur des mains du ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation, Guy-Georges Mbaka. Un geste symbolique de la

poursuite normale du processus conduisant aux élections législatives et locales de juillet prochain. De source proche de l'administration électorale, la distribution des cartes aux citoyens en âge de voter sera lancée à partir de lundi

prochain, la campagne électorale démarre quant à elle le 23 juin à minuit. Les Congolais devant se rendre aux urnes le 4 juillet pour les éléments de la force publique, et le 10 juillet, pour le reste des citoyens.



Denis Sassou N'Gusso et Antoinette Sassou N'Gusso ont reçu leur carte des mains du ministre Guy Georges Mbaka

COUPE DU MONDE QATAR 2022

## Les équipes désormais connues

Treize équipes européennes, six asiatiques, cinq africaines, quatre d'Amérique du Nord et centrale et quatre autres d'Amérique du Sud sont qualifiées pour la prochaine Coupe du monde de football prévue du 21 novembre au 18 décembre au Qatar.

Ces équipes sont réparties dans huit groupes. Les cinq pays africains, à savoir le Sénégal, la Tunisie, le Maroc, le Cameroun et le Ghana sont logés respectivement dans les groupes A, D, F, G et H.

Page 16

RÉGIES FINANCIÈRES

## Deux nouveaux hôtels des Impôts inaugurés à Brazzaville



L'hôtel des impôts de l'arrondissement 1, Makélékélé, et celui du septième arrondissement, Mfilou, ont été officiellement inaugurés, le 14 juin, par le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso. La mise en service des deux établissements publics s'inscrit dans le cadre d'un projet de construction de dix établissements similaires à travers le pays. « La construction des hôtels d'impôts permet d'installer ce que j'ap-

La façade de l'hôtel des impôts de Makélékélé/DR pelle « la triplette vertueuse » au même endroit : les services des impôts chargés de l'assiette, la liquidation et la mise en recouvrement ; la Banque postale du Congo chargée de l'encaissement, avant reversement intégral des ressources collectées au Trésor public; le trésor public qui délivre les quittances et qui est le destinataire final de ces ressources », a déclaré le ministre des Finances, Rigobert Roger Andely. Page 3

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

## Des avancées dans la numérisation des listes des candidats au baccalauréat



La visite du Premier ministre à l'atelier de l'Inrap/DR membres du jury. Tout est donc prêt pour la bonne tenue des examens », a

Après une visite effectuée hier dans les services de la direction des examens et autres structures connexes, le Premier ministre a salué les avancées observées dans le domaine du numérique concernant le traitement des listes des candidats et des actes de préparation des candidats au baccalauréat de l'enseignement général. « Je suis heureux de constater l'amélioration des conditions de travail depuis la préparation, la production de documents et la reconnaissance des mallettes par les

La mise en place du mécanisme permettant de connaître en avance la disposition des candidats dans les salles de classe.

Page 5

ÉDITORIAL  
Invitation

Page 2

## ÉDITORIAL

# Invitation

L'invitation des Diables rouges seniors dames de football par les Lionnes de l'Atlas, dont le pays va abriter du 2 au 23 juillet la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), témoigne de l'excellente relation entre le Maroc et le Congo. Le match amical organisé le 11 juin à Rabat valorise la convention de partenariat d'une durée de deux ans renouvelable signée le 3 mars 2017 entre les Fédérations royale marocaine de football (FRMF) et congolaise de football (Fécofoot).

Les deux structures se sont accordées à œuvrer pour le développement du football à travers la formation des cadres techniques et administratifs ainsi que des arbitres. L'échange d'expériences s'étend aussi à l'organisation des matches amicaux et aux stages de préparation au profit de leurs équipes nationales. De ce partenariat, le football congolais tirera un meilleur avantage certain, la rencontre amicale opposant le Maroc au Congo ayant révélé au grand jour les défaillances de la sélection congolaise.

La défaite sans appel concédée en amical face aux Marocains semble, en effet, donner les premières indications quant à l'ampleur du chantier qui attend la Fécofoot au cours des prochains mois. Le football féminin devient, on le sait, un sujet de plus dont la seule issue pour maximiser les chances de retrouver la CAN demeure incontestablement une préparation optimale. La Fécofoot ayant désormais beaucoup de pains sur la planche peut dès lors compter sur un partenaire fiable pour l'organisation de matches amicaux le cas échéant.

En termes d'engagements, la FRMF prendra en charge les frais de séjour au Maroc des Diables rouges tandis que le Maroc supportera le séjour de sa propre délégation lors des rencontres organisées au Congo. La partie congolaise, elle, ne mettra à sa disposition que des terrains d'entraînement et de compétition. Il faudra donc profiter.

*Les Dépêches de Brazzaville.*

## FINANCES

## Des agents des impôts sensibilisés à la maîtrise des risques

La Direction générale des impôts et des domaines a organisé, le 14 juin à Brazzaville, un séminaire de sensibilisation pour renforcer les capacités professionnelles des directeurs centraux et chefs de services centraux évoluant dans cette direction sur la maîtrise des risques et le rappel des règles déontologiques.



*Des participants au séminaire/Adiac à la réforme des finances publiques, le ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille public s'emploie à moderniser la fonction d'audit interne et d'impulser une démarche interne dans les régies financières. Pour y parvenir, une série d'activités sera mise en œuvre, à savoir la formation, la rédaction du manuel de procédure et de cartographie des risques. Aujourd'hui démarre cette série d'activités, je vous invite à être attentifs afin de tirer le maximum d'enseignements et améliorer les services dans vos structures », a souligné le directeur général des Impôts et des domaines.*

Une vingtaine de directeurs centraux et chefs de service évoluant à la Direction générale des impôts et des domaines a suivi le séminaire de formation présidé par le directeur général des Impôts et des domaines, Ludovic Itoua. Ce séminaire s'est tenu dans le cadre du Projet d'appui à la réforme des finances publiques, initié par le ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille public, avec l'appui de ses partenaires. La formation dispensée par des experts était articulée en deux composantes. Le premier module a porté sur le développement des compétences des directeurs et chefs de service et la maîtrise des risques au sein

de toute l'administration des impôts et des domaines. Le second, quant à lui, était axé sur les droits et obligations des agents de la Direction générale des impôts, a précisé le responsable du Projet d'appui à la réforme des finances publiques, Laurent Dumathrat. Les nouvelles notions reçues permettront aux responsables de cette régie financière de renforcer leurs aptitudes professionnelles en vue de promouvoir la gestion axée sur les résultats au sein de cette régie financière. Ouvrant les travaux, le directeur général des Impôts et des domaines a invité les participants à capitaliser sur les acquis de ce séminaire. « Dans le cadre de la réalisation du Projet d'appui

**Firmin Oyé**

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : [www.brazzaville-adiac.com](http://www.brazzaville-adiac.com)

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou  
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,  
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,  
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,  
Dani Ndongidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,  
Sylvie Addhas

## Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,  
Irin Maouakani, Christian Nzoulani  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubmelé  
Ngonu /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaïne Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : [imp-bc@adiac-congo.com](mailto:imp-bc@adiac-congo.com)

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),  
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service),  
Eustel Chrispain Stevy Oba,  
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
[www.lesdepêchesdebrazzaville.com](http://www.lesdepêchesdebrazzaville.com)  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,  
République du Congo  
Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : [regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr)  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## RÉGIES FINANCIÈRES

## Deux hôtels des impôts inaugurés à Brazzaville

L'hôtel des impôts de l'arrondissement 1 Makélékélé et celui du septième arrondissement Mfilou ont été officiellement mis en service, le 14 juin, par le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso. Servant de guichet fiscal unique, chaque hôtel des impôts abrite des services de l'administration fiscale, du Trésor public et de la Banque postale du Congo.

La mise en service des deux établissements publics s'inscrit dans le cadre d'un projet de construction de dix hôtels des impôts à travers le pays ; le tout premier ayant été inauguré le 28 mai dernier, à Loandjili, dans le quatrième arrondissement de Pointe-Noire. L'hôtel des impôts de Mfilou est construit selon le modèle de type 1, soit un rez-de-chaussée et R+1), tandis que celui de Makélékélé plus vaste est de type 2 (rez-de-chaussée et R+2).

La nouvelle administration fiscale de Makélékélé, qui a accueilli la cérémonie d'inauguration, est bâtie sur un terrain rectangulaire de 650m<sup>2</sup> ; le bâtiment a une emprise au sol de 208m<sup>2</sup> et dispose d'une surface bâtie et exploitable de 555m<sup>2</sup>. Par exemple, le rez-de-chaussée comporte le grand hall pour l'accueil, le bureau des responsables et deux bureaux de type Open Space, ainsi que de l'unité de collecte et



Photo de famille des officiels/DR

de sécurisation des fonds composée de deux bureaux des responsables et de deux caisses, réservée à la Banque postale du Congo.

Le premier étage du bâtiment, dédié aux agents des impôts et du Trésor public, est composé de sept bureaux, dont trois pour les responsables, trois autres bureaux de type Open Space, la grande salle de travail en groupe pour 16 agents,

deux locaux techniques. Le deuxième étage de l'hôtel des impôts de Makélékélé est destiné uniquement aux agents des impôts, soit deux bureaux des responsables rattachés au chef de service, la grande salle de réunion de cinquante places.

Selon le ministre des Finances, du Budget et du Portefeuilles publics, Rigobert Roger Andély, l'inauguration des deux établissements

de service fiscal comporte un aspect symbolique fort : les services d'impôts à Makélékélé et Mfilou ne disposaient pas de siège depuis une longue période de 30 ans. Mais le plus important à retenir est la modernisation de l'administration fiscale permettant la traçabilité des opérations et la sécurisation de la collecte des recettes de l'État.

« La construction des hô-

tels d'impôts s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail des agents des impôts et du Trésor public. Elle permet d'installer ce que j'appelle « la triplette vertueuse » au même endroit : Les services des impôts chargés de l'assiette, la liquidation et de la mise en recouvrement. La Banque postale du Congo chargée de l'encaissement, avant reversement intégral des ressources collectées au Trésor : Le Trésor public qui délivre les quittances et qui est le destinataire ultime de ces ressources », a indiqué Rigobert Roger Andély.

Pour le gouvernement, la réforme des régies financières devrait se poursuivre dans un contexte de rareté de ressources publiques et la nécessité de mobiliser des fonds propres pour le financement du Plan national de développement 2022-2026.

Fiacre Kombo

## COMMUNE DE KINTÉLÉ

## Le Club 2002 PUR présente ses candidats aux élections locales

Le président de la fédération du Pool du Club 2002, Parti pour l'unité et la République (Club 2002-PUR), Fortuné Nganga Bouesso, a assisté, le 10 juin à Djiri, à la cérémonie de présentation aux militants de cette organisation de la liste des candidats aux élections locales de juillet pour la commune de Kintélé.



Des candidats du Club 2002 PUR aux locales à Kintélé/Adiac

Vingt-cinq candidats ont été présentés aux militants et sympathisants du Club 2002 PUR dont la tête de liste est Patrick Mata, président communal de ce parti dans la commune de Kintélé. Ils avaient été intronisés lors d'une assemblée générale tenue le 11 septembre 2020.

« Le bureau exécutif national du Club 2002 PUR s'aligne dans la logique du parti en respectant les accords politiques de la majorité présidentielle qui conduisent le parti à ne se positionner qu'à l'élection locale et à soutenir les candidats de la plateforme présidentielle à l'élection législative 2022 », a indiqué Patrick Mata.

Au terme du port d'écharpes, ces candidats aux élections locales pour le compte du Club 2002 PUR à Kintélé ont été congratulés par Clesh Atipo Ngapi, secrétaire national chargé à la mobilisation et par le président de la fédération du Pool du Club 2002, Fortuné Nganga Bouesso.

Fortuné Ibara

## LÉGISLATIVES ET LOCALES À KÉLLÉ

## Richard Ossa appelle ses soutiens à l'apaisement

Pour apaiser la tension préélectorale qui prévaut actuellement à Kéllé, dans la Cuvette-Ouest, le président de l'association Bic rouge, Richard Ossa, a réuni, le 13 juin, la diaspora de la localité à Brazzaville pour attirer son attention sur des comportements vilents lors des élections.

Des centaines de filles et fils de Kéllé ont répondu présent en nombre à l'appel du président de l'association Bic rouge. A l'occasion, Richard Ossa, imbu des valeurs démocratiques, a rappelé à ses partisans les règles qui fondent l'Etat de droit. S'agissant du climat morose qui prévaut dans la localité de Kéllé à l'orée des élections législatives et locales des 4 et 10 juillet prochains, le candidat investi de l'association Bic rouge a exhorté ses nombreux partisans à ne pas céder à la provocation des challengers.

« Je vous ai réunis ici pour vous informer que je suis officiellement candidat aux législatives et locales à Kéllé, notre chère localité. La Direction générale des affaires électorales n'a retenu que deux candidats dans cette circonscription électorale unique. Pour ce faire, nous devons nous mobiliser pour



La diaspora de kélé rendant publique sa déclaration/Adiac

garantir à nouveau notre victoire. Ne prêtez pas attention aux invectives de nos adversaires, au risque de tomber sous le coup de la loi. Notre victoire sortira uniquement des urnes, de manière réglementaire », a souligné Richard Ossa à la diaspora de Kéllé, en langue du terroir.

De leur côté, les filles et fils de Kéllé ont publié, lundi, une déclaration dans laquelle ils ont appelé à créer un socle autour du candidat investi.

« Nous, filles et fils de Kéllé vivant à Brazzaville, sommes contents de la validation de la candidature de Richard Ossa aux élections législatives et locales des 4 et 10 juillet 2022. Mais nous attirons l'attention des oiseaux de mauvais augure qui veulent toujours saper l'expression démocratique. Invitons le candidat à s'armer de courage et de détermination », relève la déclaration lue par Guy Léonard Ewono.

Firmin Oyé

## UNIVERSITÉ DENIS-SASSOU-N'GUESSO

## Les étudiants édifiés sur les enjeux climatiques

La ministre de l'Economie forestière et de l'Environnement, Rosalie Matondo, a interagi le 11 juin dernier à Kintélé, dans le département du Pool, avec les étudiants et les enseignants de l'Université Denis-Sassou-N'Gouesso (UDSN) sur les efforts faits par le Congo pour la réduction des gaz à effet de serre (Ges).

Au cours de la conférence-débat sur le thème « Les enjeux du changement climatique en Afrique et dans le monde : les négociations internationales sur le climat lors des différentes conférences de Paris (COP) », la ministre de l'Economie forestière a indiqué que le Congo n'est pas passif sur les enjeux du climat. Le pays a participé, entre autres, à la ratification des conventions internationales et à la gestion durable des forêts pour atténuer les effets liés aux changements climatiques, à travers le reboisement en créant des puits de carbone.

Dans le cadre de la préservation de la planète, Rosalie Matondo a fait part de l'importance des cent neuf recommandations de Stockholm publiées pour assurer un développement moins carboné et celle de l'article 6 de l'Accord de Paris.

Elle a largement développé sur la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, qui est une des trois conventions adoptées lors du Sommet de la terre de Rio, en 1992, avec la Convention sur la diversité biologique et la Convention sur la lutte contre la désertification. La ministre a rappelé que les pays développés et moins développés ont des engagements par rapport



à cette convention, notamment la production d'une communication nationale et le transfert des compétences. « Au Congo, toutes les conventions internationales en matière de préservation du globe terrestre sont ratifiées dès que l'Assemblée nationale les adopte. Je suis contente de savoir que les responsables de cet établissement ont une ambition de former les cadres de demain sur les enjeux climatiques », a-t-elle ajouté.

Dans son propos, Rosalie Matondo a également indiqué qu'il est de son devoir d'échanger avec les étudiants qui doivent comprendre que les inondations répétitives, le décalage saisonnier sont la cause

des changements du climat. En revanche, le Programme national de foresterie, le clonage des eucalyptus, l'aménagement forestier, le projet Redd+ Pkounda au Congo contribuent à atténuer les gaz à effet de serre.

Elle a apporté des éclaircissements sur le marché du carbone qui est un système d'échange de droits d'émissions de gaz à effet de serre, de crédits carbone et de quotas carbone. Selon le rapport 2020 de l'« International Carbon Action Partnership », vingt et un marchés du carbone ont été mis en place et vingt-quatre autres sont en cours de développement ou en projet.

Le marché du carbone n'est qu'une

Au centre, la ministre Rosalie Matondo/Adiac des options qui existent pour donner un prix au carbone. Il a été porté par le monde industriel qui préférerait cette solution recourant au marché, plutôt qu'une simple taxe carbone. Après une phase de jeunesse en rapide croissance et un portage fort par l'Europe, le marché européen s'est effondré et est resté déprimé depuis la crise de 2008 jusqu'au début 2017. Mais la réforme du marché du carbone, adoptée en 2017, a fait bondir le prix du carbone qui a quadruplé en un an.



« Le Congo peut vendre son crédit carbone. L'Université Denis-Sassou-N'Gouesso peut créer un bureau d'étude pour le crédit

carbone », a commenté Rosalie Matondo, avant d'encourager les étudiants que les portes des laboratoires de géomatique ainsi que celles d'aménagement et d'inventaire sont ouvertes pour leurs travaux d'analyse et de recherche, sans oublier les cent hectares de forêt consacrés aux recherches.

De l'avis de Junior Ambou, étudiant à l'Institut supérieur des sciences géographiques environnementales et aménagement, cette conférence-débat a été pour les apprenants un complément de connaissances. « Cet échange nous a été bénéfique, parce qu'il a boosté nos connaissances en nous apportant d'autres. Nous avons compris comment le crédit carbone peut générer des fonds au bénéfice d'une institution ou d'un pays. », a-t-il indiqué.

Enfin, deux experts congolais en matière de climat, respectivement Georges Bounzanga et François Mankessi, ont expliqué que le mécanisme pour la Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation forestière (Redd+) fait partie des solutions pour contribuer à diminuer jusqu'à zéro les émissions des gaz à effet de serre au Congo.

Fortuné Ibara

**Centre Inter-Etats d'Enseignement Supérieur en Santé Publique d'Afrique Centrale**  
BP : 1536 BRAZZAVILLE -Congo Tél /Fax : 00242 22 611 27 30 / 06 631 92 11 E-mail : [contact@ciespac.org](mailto:contact@ciespac.org)  
Site web : [www.ciespac.org](http://www.ciespac.org)

---

## AVIS D'APPEL D'OFFRES

**1- Objet**  
Centre Inter Etats d'Enseignement Supérieur en Santé Publique d'Afrique Centrale (CIESPAC), sis Route Nationale N°2, MIKALOU 2, entre le lycée Thomas Sankara et le pont de MIKALOU, Institution spécialisée de la CEMAC dans le domaine de la formation en Santé Publique, lance un appel d'offres ouvert pour les travaux de réhabilitation de son amphithéâtre, des salles de cours et du laboratoire, répartis en deux lots.  
Lot 1 : Travaux d'aménagement de l'amphithéâtre  
Lot 2 : Travaux d'aménagement des salles de cours et du laboratoire


**2- Retrait de dossier**  
Les dossiers de consultation des entreprises sont à retirer contre une somme **non remboursable de deux cent cinquante mille (250.000) francs** et contre un récépissé, auprès du secrétariat de la Direction Générale du CIESPAC, pendant dix (10) jours ouvrables de 8h00 à 12h00 à compter de la date de la publication de l'offre.

**3- Visite du site**  
La visite guidée du site des travaux, réservée aux entreprises ayant retiré le dossier de consultation, aura lieu, à l'adresse sus indiquée, les 13 et 14 juillet 2022, à 11 heures précises.

**4- Remise des offres**  
Les offres seront déposées au secrétariat de la Direction Générale du CIESPAC contre un récépissé indiquant la date et l'heure du dépôt au plus tard le 03 août à 12h00 précises.

**5- Informations complémentaires**  
Pour toute information complémentaire, les soumissionnaires pourront s'adresser au Secrétariat de la Direction Générale du CIESPAC Tél : +242 06 631 92 11 ou bien au service en charge de la Gestion logistique du CIESPAC. Tél : +242 06 622 41 48 de 8h à 13h00.  
Le contact par mail se fera à l'adresse suivante : [contact@ciespac.org](mailto:contact@ciespac.org)

Fait à Brazzaville, le 13 juin 2022  
Le Directeur Général





**Agence de Régulation des Postes et des Communications Electroniques**

## AVIS A MANIFESTATION D'INTERET (relance)

**RECRUTEMENT D'UNE FIRME POUR REALISER LES ETUDES RELATIVES AUX TRAVAUX D'AMENAGEMENT, D'EQUIPEMENT ET LA SUPERVISION DE LA SALLE D'ARCHIVES MODULABLE**

L'Agence de Régulation des Postes et des Communications Electroniques (ARPCE) invite les entreprises ou groupement d'entreprises éligibles à manifester leur intérêt pour réaliser les « études relatives aux travaux d'aménagement, d'équipement et la supervision de la salle d'archives modulable du siège de l'ARPCE ».

Sont éligibles, les entreprises ou groupements d'entreprises constitués conformément à la législation Congolaise.

Les entreprises intéressées peuvent déposer leur dossier de présélection, en s'adressant au Chef de projet à l'adresse suivante: Agence de Régulation des Postes et des Communications Electroniques, 91 bis, Avenue de l'Amitié, Centre - Ville, Brazzaville, B.P.:2490, « études relatives aux travaux d'aménagement, d'équipement et la supervision de la salle d'archives modulable du siège de l'ARPCE », au plus tard le 20 juin 2022 à 14H00.

Le dossier de candidature doit être accompagné du dossier fiscal à jour et de toutes preuves attestant de l'expérience du postulant.

Les entreprises présélectionnées seront invitées à soumettre leurs propositions techniques et financières après établissement de la liste restreinte.

Fait à Brazzaville le 02 juin 2022  
Le Directeur Général  
Louis-Marc SAKALA.



## SANTÉ

## L'opticien Emmanuel Brouiller participe à une expédition de dépistage visuel au Congo

Le consul honoraire du Congo à Dieppe, en France, Emmanuel Brouiller, avec l'aide de ses amis à Pointe-Noire, s'est rendu auprès des patients dans des villages de la forêt du Mayombe.



Emmanuel Brouiller, docteur des yeux/DR

L'expédition d'Emmanuel Brouiller a été filmée et diffusée dans l'émission "Grands reportages" « De la brousse africaine au Grand nord : des médecins pas comme les autres », du 29 mai dernier sur TF1.

Lors de cette diffusion, la caméra s'est portée sur certains médecins qui exercent en ville, d'autres à la campagne et d'autres encore au bout du monde. Le choix du consul honoraire a été d'aller au fin fond du Congo Brazzaville.

Et pourtant, Emmanuel Brouiller n'est pas médecin mais opticien à Dieppe. En Afrique, on l'appelle le « Docteur des yeux », car il est l'un des rares à s'enfoncer si loin dans la brousse pour soigner.

Lors de son séjour courant le mois de mai, il s'est rendu à Banda et ses environs, quatre semaines avec, dans ses valises, quatre cents paires de lunettes. De vieilles paires qu'il a récupérées auprès de ses clients Français et remises en état, le tout à ses frais. « Je finance moi-même cette expédition, mais sans l'aide de mes amis à Pointe-Noire, cela ne serait pas possible », avait-il laissé entendre.

Pour la première fois, il a été amené à conduire un 4x4 sur les pistes défoncées et boueuses du Congo. Son objectif : faire du dépistage visuel dans les villages reculés et surtout distribuer ses lunettes à ceux qui n'ont jamais eu accès à un opticien de leur vie.

Marie Alfred Ngoma

## VIE ASSOCIATIVE

## L'Unhaco en assemblée générale élective

Les membres de l'Union nationale des associations des personnes handicapées du Congo (Unhaco) se réunissent, depuis le 14 juin à Brazzaville, en assemblée générale élective pour la mise en place de leurs nouvelles instances dirigeantes.

La sixième assemblée générale élective de l'Unhaco a pour thème « Leadership et participation des personnes vivant avec handicap pour construire un monde post-covid-19 inclusif, accessible et durable : renforçons notre action pour garantir un avenir prospère aux personnes vivant avec handicap du Congo ».

Pendant deux jours, les participants vont examiner les documents de base afin de mettre en place les nouvelles instances qui guideront l'organisation pour un mandat de cinq ans. Les travaux de cette assemblée générale ont été ouverts par le directeur de cabinet de la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Eugène Ikounga. Il a rappelé, à cette occasion, que la personne vivant avec handicap occupe une place de choix au ministère, justifiant ses propos par l'intégration des personnes handicapées dans la politique nationale d'action sociale et dans sa mise en œuvre; le processus de révision de la loi du 22 avril 1992, portant protection et promotion de la personne handicapée; le recrutement de la personne handicapée à la fonction publique.

Pour sa part, le secrétaire exécutif national sortant de l'Unhaco, Jean de Dieu Goma, a rappelé les réalisations de l'organisation. Parmi celles-ci, la participation à tous les forums politiques organisés au pays, la participation à l'amendement de la loi type africaine initiée par les parlements africains, l'élaboration d'une loi en faveur des personnes handicapées... « Au moment où nous allons vers l'option de passer le témoin à la nouvelle génération, il nous faudra désormais fixer notre vision vers la formation et la requalification des animateurs de nos différentes instances afin de les inciter à une culture de la prise d'initiatives et de renforcement des capacités pour l'atteinte des résultats », a-t-il dit.

L.G.O.

## ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

## Tout est prêt pour la tenue du baccalauréat le 21 juin

Après sa visite dans les services de la Direction des examens et concours (DEC) ainsi qu'à l'atelier de fabrication du matériel didactique à l'Institut national de recherche et d'action pédagogiques (Inrap), le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a assuré que les épreuves du baccalauréat général, session de juin, débiteront le 21 sur toute l'étendue du territoire national.

Le but de la visite du chef du gouvernement a été de constater le niveau d'avancement du travail de préparation, à une semaine du baccalauréat général, et des différents examens d'Etat, au titre de l'année scolaire 2021-2022.

Dans l'ensemble, toutes les conditions sont réunies pour le bon déroulement du baccalauréat général sur toute l'étendue du territoire national. « Je suis heureux de constater qu'à la faveur de l'amélioration des conditions de travail, de la préparation, de la production de documents, la reconnaissance des malles par les membres du jury, tout est prêt », a déclaré le Premier ministre Anatole Collinet Makosso.

Il a, par ailleurs, noté les avancées significatives observées

dans le domaine du numérique, notamment en matière de traitement des listes des candidats et des actes de préparation. Des avancées rendues possibles grâce à l'amélioration des conditions de travail entreprise par l'équipe d'organisation des examens sous l'égide du ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation.

Le chef du gouvernement n'a pas caché sa satisfaction de constater que l'équipe pédagogique du baccalauréat a mis en place un mécanisme permettant de connaître, en avance, la disposition des candidats dans les salles de classe.

Anatole Collinet Makosso a indiqué à cette même occasion que le travail fourni par

l'Inrap montre son rétablissement dans ses missions d'organe de fabrication et de production de matériel didactique. D'après lui, l'Inrap met le ministère à l'abri du stress avec les fournisseurs dans l'établissement des fiches d'anonymat, copies d'examen ainsi que dans la surenchère des opérateurs économiques. En rappel, l'année dernière au baccalauréat général, le département du Kouilou a occupé le premier rang avec un taux de réussite de 65,91%, suivi de la Cuvette-Ouest : 58,90%. Brazzaville, loin au bas du tableau, réalisait 35,63% tandis que Pointe-Noire, en dernière position, totalisait 28,40%. Il reste donc à savoir quel département arrivera en tête cette fois-ci.

Lydie Gisèle Oka

## EXAMENS D'ETAT

## L'Apeec conscientise parents et élèves contre la fraude scolaire

Le bureau exécutif de l'Association des parents d'élèves et étudiants du Congo (Apeec) a rendu publique, le 13 juin à Brazzaville, une déclaration interpellant les responsables de familles à jouer leur partition en luttant contre la fraude en période des examens d'Etat et de fin d'années scolaire.

Réitérant les obligations parentales et commentant l'arrêté 3949 du 26 mai 2017, l'Apeec demande d'interdire aux enfants candidats aux examens durant cette période avec les téléphone portables, tablettes, ordinateurs et calculatrices programmables.

Dans sa déclaration, l'Apeec suggère aux parents de veiller strictement au port par le candidat de l'uniforme scolaire dès le domicile et à la nécessité pour les candidats de s'abstenir ou d'éviter de participer à la vente ou achat des épreuves à la veille ou lors du déroulement des examens ainsi qu'à la constitution des laboratoires de traitement des sujets.

L'organisation parentale répète aux candidats de rejeter toutes propositions monnayées, substitution irrégulière, frauduleuse des copies ou injection des fiches d'anonymat venant de l'extérieur pendant la saisie informatique des notes.

L'arrêté 3949 du 26 mai 2017 commenté par la déclaration interdit aux candidats aux



Les membres du bureau de l'Apeec lors de la déclaration/Adiac

examens d'Etat, entre autres, de s'engager dans la transhumance organisée, d'avoir tout support de tricherie,... En revanche, l'organisation associative recommande au gouvernement d'assurer, durant la période des examens d'Etat, la sécurité des élèves candidats, de canaliser les communications électroniques et de mettre sous contrôle les marchés de fortune.

Par ailleurs, l'Apeec a convié les

jurys, membres du secrétariat, surveillants de salle, agents de la force publique, directions des systèmes d'information et communication ainsi que les promoteurs d'établissements privés et autres à oeuvrer davantage pour endiguer le fléau de la fraude au risque de subir les sanctions, conformément aux articles 7 et 8 de l'arrêté interministériel susmentionné.

Fortuné Ibara

## COOPÉRATION MILITAIRE

## Quatre nouveaux attachés de défense accrédités au Congo

Le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a présidé, le 14 juin à Brazzaville, la cérémonie d'accréditation des attachés de défense près les ambassades des Etats-Unis d'Amérique, du Maroc, du Nigeria et du Sénégal en République du Congo.

Nommé attaché de défense et chef de mission militaire près l'ambassade des Etats-Unis en République du Congo, le lieutenant-colonel Joshua H. Thyer est officier logisticien de l'armée américaine. Il a suivi, entre autres, les formations ci-après : cours d'officiers, cours de capitaine des carrières logistiques à Fort Lee, en Virginie ; cours de qualification des opérations de soutien, de l'information militaire à Fort Bragg, en Caroline du Nord ; cours de maîtrise sur les études de sécurité nationale à l'Université de la défense nationale au centre John F. Kennedy et à l'Ecole spéciale de guerre de Fort Bragg d'août à mai 2012. Il a, entre autres, assuré les fonctions de chef de peloton et officier exécutif de l'Ecole de survie de l'armée américaine à Fort Rucker, en Alabama.

Né le 16 août 1972, à Meknès, au Maroc, le colonel Youness Senhaji est entré en service en date du 1er août 1990. Il a suivi une formation en infanterie et a été par la suite sélectionné pour un cours supérieur de défense. De même, il a assuré les fonctions de chef de division au sein de l'état-major général



Charles Richard Mondjo posant avec des attachés de défense accrédités au Congo

des Forces armées royales du Maroc.

Pour sa part, le capitaine de vaisseau Abimbola Opeyemi Agunbiade, né le 19 avril 1977,

lège de Lagelu, au lycée scientifique de Wesley en Ibadan et à l'académie de défense nigériane de Kaduna comme membre du 47 RC le 18 août

grade d'enseigne de vaisseau de deuxième classe. Il a occupé plusieurs postes de commandement dans sa carrière militaire : directeur de l'école

**« ... Le Congo et le Sénégal ont des relations, je peux dire, séculaires. Nous avons une forte communauté ici et avons l'habitude de travailler ensemble. La coopération est vraiment une volonté des hautes autorités congolaises et sénégalaises... »**

est originaire de la zone gouvernementale locale d'Ibadan, au nord de l'Etat d'Oyo, au Nigeria. Il a été officier supérieur, admis successivement au col-

1995. Abimbola Opeyemi Agunbiade a accompli sa formation avec succès et a été affecté à la marine nigériane, le 16 septembre 2000, avec le

d'état-major à Jaji, officier responsable du bateau Thunder, commandant du bateau Zaria. L'attaché de défense du Sénégal, le colonel Aliou Faye,

est, quant à lui, né le 31 octobre 1969 à Ndiob, au Sénégal. Il est détenteur d'un diplôme militaire de formation technique du corps des officiers mécaniciens de l'air ; d'un certificat d'ingénieur de l'aéronautique, Aircraft Maintenance Officer Course. Il a également suivi une formation de cours spécial de l'école de l'air/France, cours d'officier de maintenance avion (Sheppard Air Force Base, USA), cours d'état-major (Escolla di Guerra Aeronautica, Firenze, Italia), stage de formation sur les tactiques logistiques intégrées KAIPTC/Ghana, (...).

« J'ai ma résidence au niveau du Gabon. Je suis venu hier pour la cérémonie d'accréditation qui vient de se dérouler ici même. Le Congo et le Sénégal ont des relations, je peux dire, séculaires. Nous avons une forte communauté ici et avons l'habitude de travailler ensemble. La coopération est vraiment une volonté des hautes autorités congolaises et sénégalaises. Donc, je suis là dans le cadre de la sécurité militaire pour renforcer, essayer d'améliorer cette coopération entre les deux pays », a déclaré le colonel Aliou Faye.

**Guillaume Ondze**

## APATRIDIE

## Près de 200 mille personnes manquent d'acte de naissance au Congo

Le ministre de l'Administration du territoire, de la Décentralisation et du Développement local, Guy Georges Mbacka, a annoncé, à l'occasion de l'atelier de validation du rapport d'analyse et d'exploitation des données du recensement à vocation d'état civil, qu'au Congo on dénombrait près de 200 mille personnes en situation d'apatridie.

S'inscrivant dans le cadre du projet conjoint Unicef et HCR : « Mokanda ya Mbotama » ou « Acte de naissance », ce rapport tire ses fondements sur l'exploitation et l'analyse des fiches issues du recensement annuel à vocation d'état 2019-2021. Cette étude a permis de connaître, d'après la représentante de l'Unicef au Congo, le Dr Chantal Umutoni, avec « exactitude » la démographie des personnes dépourvues de pièces d'état civil en général et celle des enfants en particulier. « Au terme de ce processus, 62

882 personnes dont 30 947 enfants âgés de 0 à 17 ans sont dépourvues d'acte de naissance », a-t-elle avancé, se référant aux résultats du rapport qui a enquêté sur un échantillon donné.

Le projet « Acte de naissance » vise également dans un premier temps à offrir 100 registres au bénéfice de 5000 enfants dépourvus de pièces d'état civil. Dans la même veine, l'Unicef entend mettre à la disposition de quatre parquets près de tribunaux d'instance de Brazzaville, notamment Moundali-Po-

to-Poto, Bacongo-Makélékélé, Ouenzé-Talangaï et Mfilou des consommables et fournitures de bureau pour l'établissement des réquisitions aux fins de déclaration tardive de naissance. Elle a, par ailleurs, invité les autorités en charge de l'état civil, les parents, familles, communautés, leaders communautaires et ONG à la mobilisation sur les enregistrements des naissances dans les différentes communautés. Selon elle, ce projet vise l'atteinte de l'objectif inclus dans la politique de réforme et de modernisa-

tion de l'état civil de n'avoir zéro enfant sans acte de naissance d'ici l'an 2030 sur l'étendue du territoire. « Nous espérons que les différents ministères sectoriels et les ONG impliqués dans la défense des droits des enfants ainsi que les partenaires techniques et financiers pourront tirer le meilleur profit des analyses et propositions contenues dans ce rapport afin d'améliorer les actions engagées, de promouvoir et de protéger les droits à l'identité des enfants au Congo », a conclu Chantal

Umutoni.

Se félicitant de l'appui des agences du système des Nations unies dans le domaine de l'état civil, le ministre Guy Georges Mbacka a rappelé que les résultats de cette analyse sont l'expression de la riposte institutionnelle contre le phénomène d'apatridie au Congo. « On dénombre près de 200 mille personnes classées dans cette catégorie de citoyens », a-t-il déclaré, précisant que le gouvernement a élaboré un avant-projet de loi portant régime de l'état civil.

**Parfait Wilfried Douniama**

## MALI

## Vers un renouvellement conditionné du mandat de la Minusma

Le mandat de la Mission onusienne de maintien de la paix au Mali (Minusma) expire le 30 juin. La question de son renouvellement fera l'objet de vote le 29 juin, au Conseil de sécurité.

Présente au Mali depuis 2013, la Minusma compte 15 000 casques bleus. Mais les relations avec Bamako se sont dégradées ces derniers mois. La Minusma souhaite le renouvellement de son mandat, inquiète de la restriction de son champ d'action, le Mali ayant imposé une vaste zone d'exclusion aérienne dans le centre du pays. Les exigences pour obtenir des autorisations de vol sont de plus en plus pénalisantes, plusieurs contingents ouest-africains de casques bleus se sont parfois retrouvés bloqués au Mali, en fin de mission, alors qu'ils devaient rentrer chez eux, selon la Minusma. La mission onusienne se plaint aussi de se voir refuser l'accès à certaines parcelles du territoire, citant le cas le plus emblématique du village de Moura. La mission indique avoir aussi enregistré de nombreux témoignages de massacres de civils accusant l'armée malienne et les forces de sécurité privée de Wagner. La Minusma indique avoir ouvert une enquête, mais n'a jamais été autorisée à se rendre sur place. Son travail serait mal perçu par les autorités de transition. Un rapport publié fin mai a suscité la colère du Mali, pointant « l'explosion des exactions de

l'armée : 249 personnes tuées entre janvier et mars dernier », par les Forces armées maliennes (Fama) et leurs alliés russes.

Il s'agirait d'un énième renouvellement du mandat de la Minusma. Bamako a catégoriquement démenti toute allégation d'exaction, et dénoncé une volonté de ternir l'image des forces nationales. A l'occasion de l'examen par le Conseil de sécurité du rapport du secrétaire général de l'ONU sur la situation au Mali, le 13 juin, le chef de la diplomatie, Abdoulaye Diop, s'est opposé à l'intervention des forces

saurait interférer avec le processus de désarmement, démobilisation et réintégration/réinsertion de l'Accord ». Abdoulaye Diop ajoute que la mise en œuvre de l'accord a connu des avancées notoires, notamment sur les plans politique, sécuritaire, du développement, de la justice et de la réconciliation. Sur la plan sécuritaire, il a insisté sur la montée en puissance des Fama et des résultats probants enregistrés sur le terrain, notamment la neutralisation d'importants membres de Katibats terroristes, la récupération des

« essentiel que le mandat soit centré sur la protection de la population civile et l'appui au rétablissement de l'autorité de l'État sur l'ensemble de son territoire », et indispensable de mieux définir et articuler la notion de protection des civils dans un contexte de guerre asymétrique. Aussi recommande-t-il de clarifier contre qui on veut protéger la population. « Dans ce contexte, le mandat de la Minusma doit obligatoirement prendre en compte la montée en puissance des forces de défense et de sécurité

France. Nous en appelons au respect de la souveraineté du Mali et des décisions prises par les autorités maliennes à cet égard » ; la nécessité d'une meilleure coordination des actions de la Minusma avec l'Etat malien de manière à assurer une pleine efficacité dans l'accomplissement de son futur mandat. Abdoulaye Diop a démenti les restrictions sur la Minusma, mais rappelant la souveraineté de l'Etat malien et son double objectif : protéger les forces maliennes engagées dans une nouvelle posture dynamique et offensive pour reprendre l'initiative et réduire la capacité de nuisance des groupes terroristes sur la population malienne ; et maîtriser les risques pour le trafic aérien. Par ailleurs, Abdoulaye Diop a attiré l'attention du Conseil de sécurité sur les risques de politisation et d'instrumentalisation des droits de l'Homme aux fins « d'agendas cachés », rejetant les allégations de violations des droits de l'Homme au Mali, « ayant pour objectif de ternir l'image des Forces armées maliennes et de les discréditer vis-à-vis de la population et de la communauté internationale ».

Noël Ndong

### « Le mandat soit centré sur la protection de la population civile et l'appui au rétablissement de l'autorité de l'État sur l'ensemble de son territoire »

françaises sur le sol malien. Il est « surpris que le rapport relève que les mouvements signataires ont dénoncé l'enrôlement de 2000 nouveaux éléments devant être déployés dans les régions du nord dans le cadre du recrutement spécial » et déploré l'absence de « plainte d'un quelconque groupe dans ce sens ». Il a souligné que « ce recrutement ne

matériels, la libération des localités du joug des terroristes, la destruction des sanctuaires terroristes et le retour de la population déplacée.

#### Le renouvellement du mandat de la Minusma

Concernant le renouvellement du mandat de la Minusma, le Mali a fait des observations. Pour Abdoulaye Diop, il est

du Mali, qui sont désormais en première ligne face aux groupes terroristes ».

Durant ce nouveau mandat de la Minusma, le Mali pose des conditions : l'interdiction de l'intervention sur son territoire de la force française Barkhane « après la décision unilatérale de retrait de ladite force et la dénonciation par le Mali des Accords de défense avec la



#### AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL POUR LE RECRUTEMENT D'UNE AGENCE CONSEIL EN MARKETING ET COMMUNICATION

N°001/ECG/DG/2022

La Direction Générale de Ecobank Congo lance un Appel d'Offres National pour le recrutement d'une Agence Conseil en Marketing et Communication qui aura la charge de l'accompagner à réverbérer le potentiel de ses différents produits sur le marché bancaire.

Le dossier d'appel d'offres est à retirer à son siège social **sis au croisement des Avenues Gouverneur Général Félix EBOUE et Amilcar, Centre-Ville Brazzaville.**

Les offres signées et cachetées peuvent également être envoyées par courrier électronique au plus tard le 30 juin 2022 à 16heures 00 aux adresses ci-dessous :

- [nelenga@ecobank.com](mailto:nelenga@ecobank.com)
- [adossou-yovo@ecobank.com](mailto:adossou-yovo@ecobank.com)

Fait à Brazzaville, le 10 /06/2022

La Direction Générale



#### AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL SELECTION D'UN PRESTATAIRE POUR LA MAINTENANCE CURATIVE DU MATERIEL DE SECURITE ELECTRONIQUE

N°002/ECG/DG/2022

La Direction Générale de Ecobank Congo lance un Appel d'offres National pour la sélection d'un prestataire pour la maintenance curative du matériel de sécurité électronique.

Le dossier d'appel d'offres est à retirer à son siège social **sis au croisement des Avenues Gouverneur Général Félix EBOUE et Amilcar, Centre-Ville Brazzaville.**

Les offres signées et cachetées peuvent également être envoyées par courrier électronique au plus tard le 30 juin 2022 à 16heures 00 aux adresses ci-dessous :

- [EDick@ecobank.com](mailto:EDick@ecobank.com)
- [GBOUHOYI@ecobank.com](mailto:GBOUHOYI@ecobank.com)

Fait à Brazzaville, le 10 /06/2022

La Direction Générale

**ECOLE D'INGENIEURS / ISM DIGITAL CAMPUS** OSEZ L'EXCELLENCE

Groupe ISM, leader et pionnier de la formation en Afrique de l'Ouest !

Informatique appliquée à la Gestion des entreprises- Technologie, Transport et Logistique • Développement Web  
Électronique, Télécommunications et Systèmes embarqués • Génie logiciel • Ingénierie Réseaux et Systèmes  
Mathématiques appliquées • Économétrie • statistique • Management des Projets • Big Data & Data Stratégie  
Marketing digital • UX Design • Management et Sécurité des Systèmes d'information

INSRIPTIONS OUVERTES ! 30 ans

05 584 76 77 | info@ism.edu.cg | 228 76 226 79 40 | www.groupeism.org

**5<sup>ème</sup> Edition URBAN Festival BRAZZA**

**PAF 2 500 FR CFA**  
10 000 CFA + Conso  
50 000 CFA VIP Gold  
1 bouteille champagne + petits - fours

**SAMEDI 18 JUIN 2022 DES 17h**

**A l'esplanade de palais des Congrès /Brazzaville**

Avec : Shan'L, MPR, Afara Tiena, Wayé  
Diesel Gucci, DJ Amaroula, Key Kolos, Paternine Maestro, Jessy B

PARTENAIRES: CLASS, airtel, DIRECT, SOROM, SUNSHINE, ELBO

05 631 88 88

**INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO**

**MUSIQUE KARPATT**

GROUPE DE MUSIQUE JAZZ MANOUCHE, ROCK ET CHANSON FRANÇAISE

**JEUDI 16 JUIN - 19H00**  
**SALLE SAVORGNAN**

**ENTRÉE : 2 000 F**

**SOIRÉE RUMBA CONGOLAISE**

à la Terrasse du Musée  
Galerie du Bassin du Congo  
Centre-ville (dans l'enceinte du journal Les Dépêches de Brazzaville)

**17 JUIN de 18H à 22H**

RÉSERVATION  
05 556 86 01 / 04 479 69 50  
brazzaaccueil@gmail.com

**DJOSON PHILOSOPHE & SUPER NKOLO MBOKA**

Parade des sapeurs

**PAF 10.000 FCFA**  
une conso offerte

NOMBRE DE PLACES LIMITÉ

STARK 100% CONGOLAISE

**NÉCROLOGIE**

Les familles Ebouka-Babackas, Ikounga, Kambou, Mayanith et M. Steeven Moukoka-Kombo ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur fille, mère, nièce et petite-fille, Édith Anne-Marie Ebouka-Babackas, survenu le samedi 11 juin 2022, à Rennes, en France.

Le recueillement a lieu du mercredi 15 au samedi 18 juin 2022, de 15 heures à 21 heures, au n° 57 de la rue Yaoundé, à Poto Poto, Brazzaville.

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.



## CAUSERIE-DÉBAT À PARIS

# « Co-construire le numérique avec la diaspora congolaise de France »

En prélude à sa participation au rendez-vous annuel consacré à l'innovation technologique et aux start-up Viva Technology ou VivaTech à Paris Expo Porte de Versailles, l'organisation non gouvernementale Pratic Osiane invite les Congolais de France à une causerie-débat afin d'échanger sur l'évolution de l'écosystème numérique au Congo.

À l'initiative de Pratic, présidée par Luc Missidimbazi, en présence du ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, Léon Juste Ibombo, de «Tinda, Noki-Noki, Home-Tech», trois des quatre start-up venues représenter le Congo à Viva Tech, et de plusieurs invités, une causerie-débat, modérée par Splendide Lendongo autour du thème «Co-construire le numérique avec la diaspora», s'est tenue le 13 juin, en fin de soirée, au Restaurant les Deux Pianos, à Paris quinzième.

De par la teneur de la qualité des contributions et des récits de parcours d'affaires de quatre start-up lauréates «Osiane 2022», celle-ci s'est substituée en un véritable plaidoyer pour la mobilisation des Congolais de France afin de leur permettre de s'impliquer et de prendre en considération les évolutions de l'écosystème numérique si prometteur du Congo.

«Oui ! L'écosystème du numérique congolais connaît une croissance rapide, performante, au point de mettre en lumière un réel réservoir de talents numériques émergents et jusqu'alors inexploités», pouvait-on entendre lors de la plupart des prises de parole des intervenants vantant la mise en place perpétuelle d'un écosystème favorable à l'innovation et à la recherche et développement au Congo. Les chiffres sont évocateurs. Le plus édifiant à ce jour, c'est celui du taux de pénétration internet qui se situe à 40 %. Le constat de création de start-up est en progression.

Et, face à cette transformation digitale effective, le ministre des Postes, des Télécommunications



Le ministre Léon Juste Ibombo et l'équipe de la diaspora à l'issue de la causerie-débat du 13 juin 2022 à Paris 15e/Max

et de l'Économie numérique a confié qu'une loi a été déposée au Parlement pour mettre en place des cadres efficaces pour que la population puisse utiliser le numérique dans le respect de la liberté de chacun.

Ce pays d'Afrique centrale s'affiche comme celui à prendre en considération dans le secteur du numérique, que ce soit pour entreprendre, lancer son projet ou investir.

À l'origine de « cet écosystème prometteur », une volonté politique du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Gusso, incitant à miser sur la construction des infrastructures dans le domaine des technologies de l'information et de la communication et télécommunications et la formation des ressources humaines adéquates de qualité. Cette politique est inscrite aux plans gouvernementaux successifs de l'ancien Premier ministre, Clément Mouam-

ba, et de l'actuel, Anatole Collinet Makosso, et mise en œuvre par le ministre Léon Juste Ibombo.

Depuis lors, il appartient à la société civile, avec des associations telles que Pratic, de mener des initiatives associant les professionnels du numérique pour constituer une plateforme d'échanges, de réflexions et d'expositions sur les bonnes pratiques du numérique et de l'innovation. En avril dernier, Pratic a organisé son sixième Salon International des technologies de l'information et de l'innovation à Brazzaville.

Au-delà de cette plateforme, Pratic a élargi, au fur et à mesure, son périmètre d'action en signant, par exemple, avec le Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement des très petites, petites, moyennes entreprises et de l'artisanat (Figa) ou avec Obac capital,

une société de conseils stratégiques et financiers à vocation de banque d'affaires.

Dans son intervention, Yvon Eddy Steeve Mougany, conseiller du directeur du Figa, a expliqué comment cette structure publique entend mettre à profit des promoteurs d'idées de projets et des chefs d'entreprises de la diaspora dans le domaine du numérique, une panoplie d'outils de financement sur mesure.

De son côté, Obac capital, en partenariat avec Pratic, voudrait pérenniser le village start-up Osiane « Viso », avec une vision plus large, celle d'intégrer les six pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale et de la sous-région.

A Paris, Philippe Bouiti Viaudo, directeur associé du cabinet OBAC en charge du bureau de Pointe-Noire et du pôle Conseil stratégique

et financier, est venu proposer aux Congolais de France, porteurs de projets, Très petites entreprises et Petites et moyennes entreprises, l'accompagnement dans la construction de leur business plan et de leur stratégie d'entreprise, assurer leur formation à l'entrepreneuriat à titre gracieux au rythme des chapitres proposés et également créer avec eux une communauté de stratèges d'entreprise dans le monde francophone afin de développer des retours d'expérience (benchmarking).

De cette causerie-débat, il est ressorti que, vu leur stupéfaction vis-à-vis de l'évolution galopante de l'écosystème numérique, les attentes de la diaspora ont été satisfaites.

« Il est temps de participer à la co-construction du Congo en développant les contenus », a lancé Luc Missidimbazi. Car, a-t-il dit, « une enveloppe de 200 millions de dollars est à la disposition des start-up. Si les compétences ne sont pas sur place au Congo, nous devons les rechercher auprès de la diaspora ».

Et Léon Juste Ibombo de relayer : « comme les quatre start-up représentant les couleurs du Congo, compatriotes de l'étranger, osez le développement du numérique dans votre pays d'origine ! ».

Cette approche avait déjà été amorcée lors du premier Forum de recrutement de la diaspora congolaise, sous le patronage du ministre de la Jeunesse, des Sports, de l'Éducation civique, de la Formation qualifiante, Hugues Ngouélondélé, les 9 et 10 novembre de l'année dernière, au Palais des congrès d'Issy-les-Moulineaux.

Marie-Alfred Ngoma



**OUVERTURE DES LIGNES  
ETOUMBI - KELLE & ETOUMBI - MBOMO!!**  
après une interruption momentanée de la ligne  
Etoumbi - Kelle, votre transporteur vous annonce  
sa relance et l'ouverture du tronçon Etoumbi - Mbomo

**Désormais  
voyagez  
JUSQU'À  
MBOMO!!**

**Brazzaville  
ETOUMBI - KELLE**  
tous les

**MARDIS**

**SAMEDIS**



**Brazzaville  
ETOUMBI - MBOMO**  
tous les

**JEUDIS**

## DÉCENTRALISATION

# Opérationnaliser la charte de l'Union africaine sur les valeurs et les principes

La problématique a été au cœur de la formation organisée, du 30 mai au 10 juin dernier, à Cape Town, en Afrique du Sud, par l'Institut Dullah Omar de l'université du Cape (University of Western Cape) et l'université d'Addis-Abeba, sur le thème « La bonne gouvernance dans les villes africaines ».

Regroupant vingt-cinq professionnels et activistes africains venus de plusieurs pays, la formation visait à donner du contenu, à promouvoir et à contribuer à l'opérationnalisation de la charte de l'Union africaine sur les valeurs et les principes de la décentralisation, de la gouvernance locale et du développement local, adoptée en 2014 à Malabo, en Guinée équatoriale. La République du Congo, qui a signé cette charte en 2017, a été représentée à Cape Town par Florian Koulimaya, agent du ministère de l'Administration du territoire, de la Décentralisation et du Développement local. La cérémonie d'ouverture a été marquée par la participation des maires de Lusaka (Zambie), Manzini (Eswatini), Windhoek (Namibie), Bulawayo (Zimbabwe), Belize city (Belize), Wum (Cameroun) et Adenta (Ghana). Chaque maire a, en effet, exposé sur la gouvernance locale en sus des challenges auxquels ils font face.

Les professeurs d'université, experts en droit international et constitutionnel, ont, quant à eux, développé des communications portant sur divers

sous-thèmes. Il s'agit, entre autres, de la mondialisation et du localisme ; l'urbanisation et l'épineux problème relatif à l'informalité ; le droit à la ville ; la structuration des villes ; la démocratie. Ils ont aussi exposé sur les défis des villes en ce qui a trait au changement climatique et au développement économique des villes. Des sous-thèmes associés à des cas d'études de certaines villes comme Cape Town, Kinshasa, Nairobi, Dar Es Salam, Addis-Abeba et Lagos.

« Il ressort de toutes les discussions que pour une décentralisation performante et dynamique, le principe d'autonomie de gestion des villes et de partage de pouvoir entre les gouvernements locaux et le gouvernement central sont des conditions sine qua non. Aussi, il semble pertinent d'implémenter le principe de subsidiarité afin de responsabiliser encore plus les gouvernements locaux et de renforcer leur supervision, sachant qu'ils exercent souvent une série de fonctions du gouvernement central qui leur sont déléguées par ce dernier, sous son contrôle, sa direction et



Florian Koulimaya et les participants DR jets d'urbanisation et de gérer leurs administrations », a-t-il conclu.

son examen; ce qui les rend responsables de la bonne exécution de ces fonctions », a résumé le représentant congolais, sélectionné parmi les vingt-cinq participants sur près de 325 candidatures reçues.

Détenteur d'un master en management des institutions publiques à HEC Liège, en Belgique, Florian Koulimaya a également souligné la nécessité de rapprocher au mieux les gouverneurs des gouvernés, dans le dessein de répondre avec promptitude et efficacité aux besoins de la population et de participer à la capture du dividende démographique. Car si toutes les décisions sont centra-

lisées, les priorités le sont aussi, a-t-il poursuivi.

Conscient du fait que le profil des acteurs locaux semble être un levier important pour l'implémentation de la décentralisation, Florian Koulimaya entend proposer au gouvernement l'extension de cette école africaine au Congo. Le but étant de renforcer les capacités des acteurs de la territoriale et des élus locaux, le cas échéant. « En matière de développement économique local, les taxes municipales en sus des donations prévues par les textes réglementaires doivent permettre aux gouvernements locaux de réaliser leurs pro-

Notons que la prochaine formation se déroulera à Addis-Abeba, en 2023, toujours en langue anglaise. L'édition 2022 a réuni des participants venus, entre autres, du Kenya, de l'Éthiopie, de la Tunisie, du Sud-Soudan, du Lesotho, du Malawi, du Liberia, de la Sierra Leone, du Botswana, de l'Ouganda, de la Zambie, du Zimbabwe, de la Mozambique, du Congo, de la République démocratique du Congo, du Sénégal, du Togo, du Bénin, de l'île Maurice, de l'Eswatini.

Parfait Wilfried Douniama

## DIASPORA

## Rencontre citoyenne à Nancy sur l'engagement des Congolais

À l'initiative de Marien Fauney Ngombé, la ville de Nancy, en France, a abrité une session « Rencontres citoyennes sur l'engagement ».

Dans le cadre des ateliers citoyens (ACC), les Congolais de Nancy et amis du Congo se sont retrouvés, le 11 juin dernier. En invité d'honneur, Marien Fauney Ngombé, président des ACC, avec pour modérateur, Georges Bitsindou.

Tout comme la précédente édition tenue en avril dernier, à Paris, cette rencontre, co-organisée avec les associations des étudiants congolais de France (l'AESC-Nancy) et celle des étudiants et stagiaires congolais de Nancy, avait pour objectif de réunir les jeunes Congolais en général, et plus particulièrement les étudiants, sur la thématique de l'engagement scindé en trois volets, à savoir l'engagement associatif, l'engagement entrepreneurial et l'engagement citoyen tout court.

Après le mot d'usage de Dinol Ngoka, président de l'AESC-Nancy, les échanges ont permis d'éta-



Des Congolais de Nancy à l'issue des échanges DR

blir l'interactivité questions-réponses avec l'assistance, et de suivre avec attention et grand intérêt le récit de Viviane Okouma Mbella née Tchichelle, consultante environnementaliste et responsable sociétale des entreprises.

À l'issue de la rencontre, les participants se sont dits impressionnés sur le sens de l'engagement dans sa globalité. Ils ont confié avoir compris ce qu'est l'engagement associatif, entrepreneurial et citoyen. De quoi inciter l'initiateur de ces rencontres à continuer dans cette lancée.

D'ores et déjà, de prochaines sessions de rencontres citoyennes sur l'engagement sont prévues et les dates seront communiquées ultérieurement. Un barbecue au parc de brabois a clos cette session de Nancy.

Marie Alfred Ngoma

## GUERRE EN UKRAINE

## Xi Jinping réaffirme son soutien à Vladimir Poutine

Le président chinois, Xi Jinping, a réaffirmé, le 15 juin, sa proximité avec son «vieil ami» Vladimir Poutine, malgré la guerre en Ukraine, au risque de crispier les relations entre Pékin et les Occidentaux.

Face à la résistance ukrainienne et à l'unité des démocraties occidentales, qui ont pris des sanctions sans précédent contre elle, la Russie ne peut compter que sur la puissance chinoise pour échapper à un isolement économique total.

A plusieurs reprises, les puissances occidentales ont mis en garde Pékin contre tout soutien au régime du président russe, Vladimir Poutine, qui permettrait à Moscou d'atténuer l'impact des sanctions.

Mercredi, au cours d'un échange téléphonique, le président chinois a assuré l'homme fort de Moscou du soutien de Pékin en matière de «souveraineté» et de «sécurité». « La Chine est disposée à poursuivre avec la Russie le soutien mutuel sur les questions de souveraineté, de sécurité, ainsi que sur d'autres questions d'intérêt fondamental et préoccupations majeures », a indiqué Xi Jinping à son homologue russe, selon des propos cités par l'agence de presse Chine nouvelle.

Le compte-rendu de l'échange, qui intervient le jour du 69e anniversaire du président chinois, ne lie toutefois ces propos à aucun exemple précis, comme l'Ukraine ou Taïwan.

Le dernier appel connu entre les deux dirigeants remontait à fin février, au lendemain de l'invasion de l'Ukraine par les forces russes. La Chine se refuse depuis l'intervention du 24 février à employer le mot «invasion» pour décrire l'opération militaire lancée par Moscou, et rejette la faute sur les Etats-Unis et l'Otan.

Proche du Kremlin, avec qui il veut faire front commun contre les Etats-Unis, le pouvoir chinois s'est, par ailleurs, abstenu de condamner l'invasion russe.

## «Amitié sans limite»

« En dépit des bouleversements mondiaux, les relations entre la Chine et la Russie ont maintenu une bonne dynamique de développement », a estimé Xi Jinping, appelant à « une coordination stratégique plus étroite »

Pékin-Moscou. Le président chinois a également exposé sa vision pour mettre un terme à la guerre en Ukraine. « Chaque partie doit promouvoir une solution appropriée » et « de manière responsable », a insisté le président chinois, précisant que son pays était prêt à jouer un rôle.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, aucun appel n'a toutefois été rendu public entre Pékin et le président Zelensky.

Le président chinois n'a jamais caché sa proximité avec Vladimir Poutine, qualifié de « vieil ami ».

Depuis l'arrivée au pouvoir du président Xi Jinping en 2012, les deux hommes se sont rencontrés à plus de trente reprises.

La dernière rencontre en date remonte au mois de février. Il s'agissait alors du premier tête-à-tête depuis le début de la pandémie en 2020.

Trois semaines avant le début de la guerre, Xi Jinping avait reçu Vladimir Poutine à Pékin, en marge des Jeux olympiques d'hiver 2022.

## RISQUE DE PÉNURIE DE BLÉ EN AFRIQUE

## Le président ivoirien s'en préoccupe

Le président ivoirien, Alassane Ouattara, s'est dit préoccupé par la poussée inflationniste et le risque de pénurie de plusieurs produits comme le blé en Afrique.

« Nous sommes préoccupés, c'est le moins que je puisse dire, par le ralentissement de la croissance mondiale et la disponibilité pour l'Afrique de certains produits comme le blé, les engrais et bien sûr par la poussée inflationniste », a déclaré le chef de l'Etat ivoirien, à l'ouverture de l'Africa CEO Forum, sommet économique réunissant 1 500 chefs d'entreprises et décideurs politiques à Abidjan.

Il a notamment cité l'exemple de l'Inde qui a interdit les exportations de blé mi-mai. « Une telle situation inflationniste pousse les gouvernements et les entreprises à réévaluer leur dépendance aux réseaux internationaux. C'est réellement une remise en cause de la mondialisation et de la notion du commerce mondial. Cette situation a été accentuée par la crise en Ukraine », a-t-il ajouté.

Avant même la guerre en Ukraine, l'insécurité alimentaire s'était accentuée dans le monde en raison des conflits, des crises climatiques et économiques. Mais le conflit russo-ukrainien a aggravé la crise, les deux pays assurant à eux seuls 30% du commerce mondial de blé. Et avec la guerre, les prix de l'énergie, des aliments et des métaux ont flambé.

« Cette convergence des crises offre au continent africain une occasion unique d'opérer les changements structurels nécessaires à la transformation de nos économies », a de son côté affirmé Makthar Diop, directeur général de la Société financière internationale, une branche de la Banque mondiale.

L'Africa CEO Forum doit notamment mettre l'accent sur la souveraineté économique du continent africain.

D'après AFP

## PUBLI-INFO

## Les MTNers offrent aux jeunes congolais les moyens de stimuler la reprise économique

Suspendu pendant deux ans pour des raisons sanitaires liées à la covid-19, le programme de volontariat de MTN, dénommé 21 Days of Y'ello Care, a repris.



Depuis 2007, le groupe MTN organise chaque année, du 1er au 21 juin, des activités sociales à fort impact qui participent à l'autonomisation de nos communautés locales.

« Donner aux communautés les moyens de stimuler la reprise économique » est le thème du programme «Y'ello Care 2022». L'objectif recherché est l'amélioration des compétences des communautés locales afin

de stimuler la reprise économique en mettant l'accent sur l'acquisition des compétences numériques pouvant favoriser la création d'emplois et l'autonomisation des jeunes.

« En nous basant sur la stratégie du groupe MTN, ambition 2025, MTN Congo mettra un focus sur le développement des compétences dans le domaine du numérique, avec pour principale cible les femmes et les per-

sonnes vivant avec handicap », a assuré M. Ayham Moussa, directeur général de MTN Congo.

C'est ainsi que ces vendredi 17 et lundi 20 juin 2022, les agents de MTN Congo animeront des master classes à l'université Denis-Sassou-N'Guesso de Kintélé, au centre de formation C-TECH (sis à l'immeuble Dabo, au rond-point de Poto-poto) et dans l'auditorium du rectorat de l'Université

Marien-Ngouabi.

Les jeunes femmes ainsi que les jeunes hommes, âgés de 18 à 35 ans et intéressés par les métiers du numérique, sont donc invités à participer massivement à ces master classes dont l'objectif est de renforcer leurs compétences et capacités dans le domaine de la création des contenus digitaux.

MTN, everywhere you go

## BURUNDI

## Gitega enregistre des avancées multiformes

Deux ans après l'élection de l'actuel président, Evariste Ndayishimiye, des observateurs disent que son pays connaît une ouverture certaine, notamment à l'international, même si les violations des droits humains ne semblent pas avoir totalement pris fin. Dans ce contexte, les Occidentaux soutiennent qu'il est temps de renforcer la coopération avec le Burundi, mais l'opposition appelle à ne pas encore reprendre le partenariat.

Si depuis son arrivée au pouvoir en mai 2020 l'on croyait qu'il allait s'inscrire dans le pas de son prédécesseur et guide du parti au pouvoir, le constat qui se dégage semble être différent. En effet, l'on remarque que le chef de l'Etat burundais cherche à rompre avec Pierre Nkurunziza, dont le troisième mandat controversé avait déclenché, à partir de 2015, une profonde crise politique, marquée par une répression féroce et l'exil de quelque 400 000 Burundais. C'est du moins ce qu'affirment certains analystes.

« Evariste Ndayishimiye a amené un souffle d'air frais sur le Burundi, c'est à mettre à son crédit et semble vouloir améliorer les choses », confie un diplomate en poste à Bujumbura, la capitale économique, qui a requis l'anonymat.

Dans le souci de vouloir asseoir la paix dans le pays, les autorités burundaises se disent prêtes « à dialoguer » avec les groupes rebelles basés dans l'Est de la République démocratique du Congo. Il s'agit notamment du RED-Tabara, le plus actif des groupes rebelles burundais, considéré comme « terroriste » par les autorités, ainsi que des Forces nationales de libération (FNL). « Si le RED-Tabara et les FNL demandent à négocier, nous sommes prêts à les accueillir et à dialoguer avec eux », a déclaré récemment le président. « C'est le rôle du gouvernement que d'écouter les doléances de tous ses enfants et d'apporter des réponses », a-t-il ajouté,

rappelant un adage kirundi, une langue locale, selon lequel « la place d'un vaurien est dans son pays ».

« Sur l'international, c'est très clair, ce sont des avancées très nettes. Le Burundi reprend sa place sur la scène internationale alors qu'il s'était auto-isolé », fait remarquer un autre diplomate, précisant que Pierre Nkurunziza s'était enfermé dans son pays alors qu'Evariste Ndayishimiye s'est rendu à l'ONU, à Bruxelles, à Dubaï.

#### Des ONG évitent toujours de travailler sur des questions sensibles

L'amélioration de la situation au Burundi a été signalée ces derniers mois par les Etats-Unis et l'Union européenne, principal bailleur du pays classé comme le plus pauvre au monde en produit intérieur brut par habitant. Les deux parties ont, par conséquent, annoncé lever leurs sanctions et reprendre les aides destinées au pays. C'est dans ce contexte que des jeunes burundais membres de l'initiative VisitBurundi se proposent de taguer leur pays sur la carte mondiale du tourisme. « Nous avons décidé de montrer la beauté de notre pays, de montrer la culture, pour enfin changer l'image de notre pays, différente de celle qu'il a à l'étranger », explique Bruce Niyonzima, 27 ans, à Bujumbura. « On veut que les Burundais et les étrangers viennent visiter notre pays car c'est un bon pays qui a beau-

coup de choses à montrer », poursuit-il. Si les Occidentaux saluent une embellie de la situation au Burundi depuis l'élection d'Evariste Ndayishimiye en mai 2020 à la présidence du pays, l'opposition burundaise conteste quant à elle ce progrès. Des voix s'élèvent sur place, appelant la communauté internationale à ne pas reprendre la coopération avec Gitega, où les droits de l'homme ne seraient pas encore respectés.

« Il y a certains aspects où il n'y a eu aucune évolution, je pense notamment à la torture, aux enlèvements, aux disparitions forcées », estime Carina Tertsakian de l'Initiative pour les droits humains au Burundi, basée à l'étranger. S'agissant des partis politiques, certains experts notent que quelques formations d'opposition, comme le CNL (Congrès national pour la liberté) d'Agathon Rwasa, sont certes autorisées mais muselées par le Conseil national pour la défense de la démocratie - Forces de défense de la démocratie qui se comporte en parti unique. En ce qui concerne la société civile, Faustin Ndikumana, président de l'organisation non gouvernementale Parcem, signale que celle-ci se censure. « Beaucoup d'organisations de la société civile, et surtout celles qui sont sur place, évitent de travailler sur les questions sensibles de gouvernance, de droits de l'Homme », précise-t-il.

Nestor N'Gampoula

## RISQUE DE PÉNURIE DE BLÉ EN AFRIQUE

## Le président ivoirien s'en préoccupe

Le président ivoirien, Alassane Ouattara, s'est dit préoccupé par la poussée inflationniste et le risque de pénurie de plusieurs produits comme le blé en Afrique.

« Nous sommes préoccupés, c'est le moins que je puisse dire, par le ralentissement de la croissance mondiale et la disponibilité pour l'Afrique de certains produits comme le blé, les engrais et bien sûr par la poussée inflationniste », a déclaré le chef de l'Etat ivoirien, à l'ouverture de l'Africa CEO Forum, sommet économique réunissant 1 500 chefs d'entreprises et décideurs politiques à Abidjan.

Il a notamment cité l'exemple de l'Inde qui a interdit les exportations de blé mi-mai.

« Une telle situation inflationniste pousse les gouvernements et les entreprises à réévaluer leur dépendance aux réseaux internationaux. C'est réellement une remise en cause de la mondialisation et de la notion du commerce mondial. Cette situation a été accentuée par la crise en Ukraine », a-t-il ajouté.

Avant même la guerre en Ukraine, l'insécurité alimentaire s'était accentuée dans le monde en raison des conflits, des crises climatiques et économiques. Mais le conflit russo-ukrainien a aggravé la crise, les deux pays assurant à eux seuls 30% du commerce mondial de blé. Et avec la guerre, les prix de l'énergie, des aliments et des métaux ont flambé. « Cette convergence des crises offre au continent africain une occasion unique d'opérer les changements structurels nécessaires à la transformation de nos économies », a de son côté affirmé Makhtar Diop, directeur général de la Société financière internationale, une branche de la Banque mondiale.

L'Africa CEO Forum doit notamment mettre l'accent sur la souveraineté économique du continent africain.

D'après AFP



MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE  
PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE  
UNITE NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET



### AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL EN CHARGE DU CONTRÔLE ET DE LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA PISTE AGRICOLE MPIEME LA LOUILA, DANS LE DISTRICT DE MINDOULI, DEPARTEMENT DU POOL

La République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe Banque Mondiale, ont signé, le 20 septembre 2017, un Accord de Financement, d'un montant de 100 millions de dollars US, pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC). Ce projet a été approuvé par le Conseil d'Administration de la Banque mondiale le 13 juillet 2017 et est entré en vigueur le 30 avril 2018. Une partie des fonds du projet est réservée au contrôle et à la surveillance des travaux de réhabilitation de la piste agricole Mpiémé la Louila, dans le district de Mindouli, Département du Pool.

Les candidats qualifiés sont invités à présenter leur dossier de manifestation d'intérêt pour l'exécution de ladite mission. Ils doivent avoir le profil suivant :

- être technicien en Travaux publics, Génie-civil, Génie-rural, Géologie appliquée ou équivalent, avec un diplôme minimum BAC+2 (fournir une photocopie du diplôme) ;
- avoir une expérience prouvée d'au moins trois (3) ans dans la conduite des missions similaires. La connaissance des mesures de sauvegarde environnementale et sociale est un atout. (fournir les certificats de travail / Attestations de bonne fin de prestation / Contrats).

Le dossier comprend entre autres :

- une lettre de motivation dûment signée adressée au Coordonnateur

National du PDAC ;

- un Curriculum Vitae détaillé.

La durée de la mission est de 6 mois.

Le consultant individuel sera sélectionné selon la méthode de comparaison des CV, conformément aux Directives de la Banque mondiale relatives à la « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de janvier 2011 révisées en juillet 2014 ».

Les termes de référence détaillés peuvent être consultés ou retirés à l'Unité Nationale de Coordination du PDAC. Les dossiers de manifestation d'intérêt doivent être déposés au plus tard, le jeudi 30 juin 2022, à l'Unité Nationale de Coordination du Projet, sise Boulevard Denis Sassou Nguesso, Mpila / Brazzaville - République du Congo, Tél : (242) 06 858 88 88 ; E-mail : pdacmaep@gmail.com, les jours ouvrables, de 8 heures à 16 heures 00.

Fait à Brazzaville, le 14 juin 2022

Le Coordonnateur National,

Isidore ONDOKI



## MINES

# Le projet pilote OrigemA pour une certification numérique de la production artisanale du diamant

OrigemA est un projet pilote qui vise à mettre en place un programme de transition mine-marché totalement transparent et numérique pour les coopératives d'exploitation minière artisanale et à petite échelle (ASM) en République démocratique du Congo (RDC), indique [thediamondloupe.com](http://thediamondloupe.com).

L'objectif du projet pilote OrigemA est de développer un modèle axé sur la transparence, la durabilité et le commerce équitable, qui pourra être étendu au fil du temps en RDC mais aussi dans d'autres pays.

La RDC, rappelle [thediamondloupe.com](http://thediamondloupe.com), est le plus grand producteur de diamants extraits de manière artisanale au monde, représentant près de 70 % de la production artisanale mondiale, qui constitue à son tour environ 15 à 20 % de la production totale de diamants dans le monde. En raison de son caractère largement informel, fait-on savoir, ce segment de l'industrie minière du diamant est particulièrement vulnérable aux violations des droits de l'homme, aux mauvaises conditions de travail, à la corruption et au commerce opaque ou illicite.

Le projet a été lancé lors d'une réunion qui s'est récemment tenue à Kananga, dans la région du Kasai, regroupant l'Antwerp World Diamond Centre (AWDC), une fondation privée qui défend les intérêts collectifs du secteur belge du diamant et dont le siège est à Anvers (Belgique) ; le ministère des mines de la RDC et ses subdivisions, à savoir Saemape (Service d'assistance et d'encadrement de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle et CEEC (Centre d'expertise d'évaluation et de certification) ; l'organisation non gouvernementale Diamond Development Initiative (DDI@Resolve) et la société technologique Everledger. C'est en novembre 2021, à Anvers, que l'AWDC et le ministère des mines de la RDC, Saemape et CEEC avaient signé un proto-

cole d'accord permettant de lancer le projet. Dans ce cadre, le ministère congolais des Mines, le cadastre minier, Saemape et le CEEC travailleront avec les autres partenaires pour créer un cadre juridique et fiscal permettant une formalisation efficace, en combattant la corruption, en éliminant les obstacles logistiques et en augmentant la transparence des flux financiers et fiscaux, a déclaré la ministre des Mines de la RDC? Antoinette N'Samba Kalambayi.

Six coopératives sélectionnées Après avoir visité plusieurs exploitations ASM au cours des derniers mois, DDI@Resolve et Saemape ont sélectionné six coopératives à différents stades de formalisation pour faire partie du programme pilote. DDI@Resolve, qui a créé le tout premier ensemble de normes pour la production artisanale de diamants éthiques et la sécurité de la chaîne d'approvisionnement, connu sous le nom de Maendeleo Diamond Standards (MDS), supervisera le projet sur le terrain, y compris la formation, l'audit et la certification des coopératives, conformément aux MDS et aux normes de diligence raisonnables de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Stephen d'Esposito, président directeur général de DDI@Resolve, a déclaré : « Notre mission principale s'aligne parfaitement sur ce projet : transformer des idées ambitieuses en avantages réels pour les personnes, les communautés et les écosystèmes. Grâce à nos nombreuses années de travail dans l'industrie minière artisanale du diamant en RDC, nous avons



Vue de quelques artisans miniers

accumulé une grande quantité de connaissances et d'expertise. Soutenus par la structure de Resolve, nous apportons une expertise collaborative et un état d'esprit axé sur les solutions ».

## Créer la première chaîne de valeur numérique pour les productions ASM

La création d'un modèle pour les diamants équitables ne s'arrête pas à la formalisation et à la certification des opérations minières artisanales et à petite échelle. OrigemA, indique [thediamondloupe.com](http://thediamondloupe.com), a l'ambition de créer la première chaîne de valeur soutenue numériquement et par blockchain pour les productions ASM. « Notre rôle dans ce projet est de prouver que l'industrie ASM n'a pas à être exclue des avantages de la technologie pour augmenter significativement la transparence dans le parcours d'un diamant de la mine

au marché, non seulement en générant des prix équitables, mais aussi en fournissant une plateforme qui peut démontrer l'impact positif que ces diamants apportent », a expliqué Leanne Kemp, CEO d'Everledger. L'activité principale de l'entreprise est de fournir des solutions technologiques pour accroître la transparence dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, avec une expérience approfondie du marché du diamant mais aussi un fort accent sur les minéraux critiques et dans d'autres industries telles que les produits de luxe, l'habillement, etc.

## Impliquer tous les partenaires au niveau du terrain

Pour Karen Rentmeesters, responsable des relations avec l'industrie à l'AWDC, il est essentiel que tous les partenaires, y compris le gouvernement et les coopératives elles-mêmes,

soient impliqués au niveau du terrain. « Cette approche ascendante et collaborative garantit que nous créons un modèle qui tient compte des réalités de l'exploitation minière artisanale à petite échelle dans les régions reculées et que le plan qui en résulte peut être étendu et reproduit sur le terrain. C'est pourquoi il était si important de donner le coup d'envoi de ce projet pilote dans le Kasai, à Kananga, en rencontrant directement les coopératives et les communautés locales ». Au stade initial, OrigemA est financé par des contributions de l'AWDC, mais le groupe de partenaires espère obtenir un financement supplémentaire par le biais de fonds publics, et souhaite également explorer les possibilités de partenariats commerciaux au fur et à mesure de l'avancement du projet.

Dani Ndungidi

## EST DE LA RDC

## Bintou Keita réitère son appel à la cessation des hostilités

Sur les incidents frontaliers entre le Rwanda et la République démocratique du Congo (RDC), les Nations unies saluent la nomination par l'Union africaine du président angolais, Joao Lourenço, pour désamorcer les tensions.

La représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies en RDC et cheffe de la Monusco, Bintou Keita, au cours du point de presse hebdomadaire du 15 juin, a réitéré son appel à la cessation des hostilités, à la désescalade et à la retenue dans l'est de la RDC. Elle a invité les différents acteurs du conflit à la com-

passion pour que cessent les massacres des personnes civiles.

La Monusco a été peu bavarde quant aux affrontements en cours entre l'armée congolaise et les rebelles du M23 soutenus par le Rwanda. Elle ne s'est pas exprimée notamment sur les récentes attaques de son contingent par le

M23 au Nord-Kivu. Sur les incidents frontaliers entre le Rwanda et la RDC, a déclaré Bintou Keita, les Nations unies saluent la nomination par l'Union africaine du président angolais, Joao Lourenço, pour désamorcer les tensions et appuyer pleinement les efforts politiques.

La cheffe de la Monusco ap-

pelle les groupes armés à donner une chance à la main tendue par les chefs d'Etat Félix Tshisekedi et Uhuru Kanyatta à travers le processus de Nairobi. Elle les invite à participer au programme Désarmement, démobilisation, réintégration communautaire et stabilisation. « Ce qui contribuera à ouvrir une page de coexistence

pacifique au sein de leurs communautés respectives », a-t-elle dit. Selon Ocha, la reprise des affrontements autour de Bunagana a causé le déplacement des milliers d'habitants y compris environ cinq mille personnes déplacées et retournées qui se sont réfugiées en Ouganda.

Jeannot Kayuba

## PARTENARIAT

## Dj Mesgo et Global Concept désormais liés par un cadre de travail

Le contrat de management entre l'artiste musicien Dj Mesgo et l'agence Global Concept, représentée par son manager Nino Kali, a été officialisé le 12 juin au cours de la conférence de presse animée dans la ville océane par les deux partenaires.



Le musicien Dj Mesgo et le manager Nino Kali/Adiac

Le contrat valable pour dix-huit mois, signé devant les autorités compétentes en la matière, ouvre le nouveau cadre de travail entre le musicien Dj Mesgo et Global Concept. « En prenant cette initiative, nous avons voulu que les choses se fassent de façon professionnelle entre l'artiste et l'agence Global Concept. Certes, nous travaillons déjà avec Dj Mesgo mais cette fois-ci, nous avons décidé que le cadre de travail soit désormais bien défini par un contrat de mana-

gement en bonne et due forme », a dit Nino Kali. Pour Dj Mesgo, ce nouveau cadre de travail va donner une nouvelle impulsion à sa carrière car, désormais, Global Concept sera associé à toute activité artistique ou culturelle le concernant. « C'est un avantage pour moi de travailler dans un cadre bien défini, en permettant à Global Concept d'accompagner ma carrière », a dit l'artiste.

Après la tournée média, Global Concept va organiser courant ce mois un méga concert au quar-

tier Nkouikou, dans le quatrième arrondissement Loandjili, où l'artiste compte de nombreux fans. D'autres événements artistiques et promotionnels sont également prévus à l'avenir, a promis le manager. Signalons que Global Concept existe depuis 2019 et a déjà organisé plusieurs événements majeurs dans le cadre promotionnel et aussi artistique. L'agence est spécialisée dans la communication, le management, l'événementiel, le booking et la production scénique.

Hervé Brice Mampouya

## NATIONAL 1

## Deux Congolais sous les ordres de Jean-Guy Wallemme au Paris 13 Athletico



Promu en National 1, le Paris 13 Athletico comptera deux joueurs congolais, Massouema et Kaloukadilandi, et sera entraîné par Jean-Guy Wallemme.

Premier du groupe B de National 2 à l'issue de cette saison, le Paris 13 Athletico va découvrir le National 1 pour la première fois de son histoire.

Pour bien figurer dans l'anti-chambre du monde professionnel, le club du sud de Paris a confié les rênes de son équipe fanion à Jean-Guy Wallemme, l'ancien sélectionneur du Congo. Passé depuis, avec plus ou moins de succès en Belgique, au Maghreb, à Chartres puis à Fréjus-Saint-Raphaël, l'ancien Lenois a été présenté à la presse mardi soir.

A cette occasion, les Gobelins, surnom du club lié au quartier de Paris dans lequel il a été créé en 1968, a annoncé la prolongation de plusieurs joueurs, dont deux Congolais.

Le premier est Jordy Kaloukadilandi, défenseur central de 29

ans. Arrivé d'Aubervilliers en 2019, le natif de Gonesse s'est imposé cette saison au sein de l'arrière-garde du club, où sa grande taille (1m90) et son pied gauche ont convaincu.

L'autre joueur concerné est un miraculé : ancien enfant chéri du Paris FC, Eden Massouema s'est perdu dans les méandres d'une carrière professionnelle mal gérée, tant en clubs (Dijon, Valenciennes, puis Troyes) qu'en sélection.

Disparu de la circulation à Troyes, qu'il avait rayé de son effectif pro, le milieu relayeur avait rejoint le club parisien en décembre 2021 sans pour autant intégrer l'effectif. C'est désormais chose faite.

Espérons pour lui que ce soit, à 24 ans, un vrai nouveau départ. Rappelons qu'en avril 2017, il avait donné son accord à Sébastien Migné, venu le voir à l'entraînement au Paris FC, pour finalement s'accrocher à de vains rêves en bleu.

Camille Delourme

## COMMUNIQUÉ



Les enfants Elongo représentés par Joadel Eda Elongo Akoa et Dzessey Noedi Elongo Morin ; la famille paternelle représentée par Moïse Elongo et la famille maternelle représentée par Elenga Issele, Alphonse Elenga et Pierre Akouala rassurent et confirment aux amis et connaissances du maintien des cérémonies d'exhumation et de mise en terre de la dépouille du Dr Jean Didier Elongo.

Les événements se dérouleront selon le programme suivant :  
Lundi 20 juin 2022 : exhumation du corps à Pointe-Noire ;  
Mardi 21 juin : départ de Pointe-Noire pour Brazzaville ;  
Mercredi 22 juin : départ de Brazzaville pour le village Tongo, dans le district de Tchikapika ;  
Jeudi 23 juin : mise en terre et fin de la cérémonie.

## NÉCROLOGIE

Les familles Sombeyndza et Ibara, Emma Ossebi, Donald Okoko, Clarisse Okoko, Apendi et Elda Okoko ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur fille, sœur, belle-fille et nièce, Norcia Péa Sombeyndza, survenu le 10 juin à Pointe-Noire.

La veillée mortuaire se tient à Brazzaville au domicile familial, rue Mbé n°371, à Ngamakosso (Réf: arrêt marché). A Pointe-Noire la veillée se trouve à Siafoumou, arrêt Manguier. La date et le programme des obsèques seront communiqués ultérieurement.



## ADJONCTION DE NOM PATRONYMIQUE

Dame Souamy née Louzet Djimbi Chantal Adelaïde sollicite l'adjonction du nom Louzet à ses enfants mineurs : Souamy Delsye Grâce Denise et Souamy Roselise Myrra Josépha pour s'appeler :

1. Souamy Louzet Delsye Grâce Denise
2. Souamy Louzet Roselise Myrra Josépha

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois (3) mois.

## CHANGEMENT DU NOM PATRONYMIQUE

M. Bambi Michaël Brandon souhaite changer son nom pour s'appeler : Rizet Michaël Brandon

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois (3) mois.

UNE ADRESSE E-MAIL  
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES  
PLUS RAPIDEMENT

[regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr)

**MALTRAITANCE INFANTILE**

**Un enfant de 8 ans enfermé dans une fosse par sa tante**

Agé à peine de 8 ans, Espoir Gloire Mambou, vivant au quartier Malala, dans le premier arrondissement de Pointe-Noire, a vécu un calvaire : bastonnade, privation de nourriture et séquestration ont été son quotidien pendant plusieurs jours. Sa tortionnaire, sa tante, a été mise aux arrêts par la gendarmerie territoriale.

Il y a quelques jours, une vidéo montrant un enfant enfermé dans une fosse en construction a fait le tour du net. Le petit Espoir Gloire Mambou serait victime de maltraitance de la part de sa tante, la sœur jumelle de sa maman décédée.

Dans cette vidéo, l'on pouvait voir et comprendre que ce petit garçon a vécu dans des conditions pires que dans une cellule de prison. Informée de la situation, la brigade de recherche de la compagnie territoriale de la gendarmerie de Pointe-Noire a interpellé la présumée coupable, âgée de 31 ans, de nationalité congolaise.

Devant les enquêteurs, la jeune femme a reconnu l'indicible, avouant qu'elle a enfermé le petit Espoir Gloire Mambou dans une fosse-prison et lui a parfois privé de nourriture. Un acte inqualifiable qu'elle considérait comme une punition. « *Je n'ai pas fait ça pour torturer ou tuer mon enfant, mais juste pour calmer ses sorties prolongées* », a-t-elle dit.

Notons que la maltraitance des enfants est devenue un phénomène récurrent à Pointe-Noire. La population se souvient encore de l'affaire Isaac, ce jeune enfant enchaîné près des toilettes par ses parents. Pour éradiquer ce phénomène, le commandant territorial de la brigade de gendarmerie de la ville, Béranger Epovo, a demandé à tous ceux qui soupçonneraient qu'un enfant était en train de subir une maltraitance d'alerter les autorités.

*Hugues Prosper Mabonzo*

**ELECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES**

**Le PCT présente officiellement ses candidats de Loandjili**

Le Parti congolais du travail (PCT) a présenté, le 12 juin dernier dans la ville océane, ses quatre candidats à la députation et ses quatorze candidats aux élections locales dans le quatrième arrondissement, Loandjili.



Le président fédéral du PCT, Jean François Kando, faisant porter les écharpes du parti aux candidats investis DR

S'exprimant au nom de tous les candidats, Anatole Collinet Makosso, à la fois tête de liste à l'élection législative et locale à Loandjili, a remercié le comité national d'investiture de son parti. Il a expliqué que cette investiture ne voudrait pas dire que les camarades retenus avaient plus de mérite que les autres mais simplement parce que depuis la cellule en passant par la section, le parti a pensé leur renouveler la confiance.

« *Je voudrais, en cette circonstance solennelle, dire simplement merci au comité national d'investiture, au conseil fédéral du PCT Pointe-Noire, mais aussi et surtout au comité d'arrondissement, aux responsables des sections et cellules du parti du 4e arrondissement Loandjili. Le 11 janvier dernier, lorsque nous nous présentions à vous, nous étions loin d'imaginer que nous bénéficierions une fois de plus encore*

*de votre confiance. Il y a certainement parmi vous des camarades qui ont plus de mérite que nous mais vous avez simplement recherché l'intérêt général. C'est ainsi qu'au nom de cet intérêt général, vous avez voulu taire vos intérêts légitimes pour dire qu'on ne change pas une équipe qui gagne. Merci pour cette franche camaraderie* », a déclaré Anatole Collinet Makosso.

*Séverin Ibara*

**EN VENTE**

**LIBRAIRIE LES MANGUIERS**

**Le Protocole de Brazzaville**  
Une victoire congolaise méconnue  
Pierre OBA

Laurent Tengo  
**LE DROIT DES MARCHÉS PUBLICS DANS LES ÉTATS MEMBRES DE LA CEMAC**  
ÉTUDE COMPARÉE

Hérisonne PAYIMA LOMBOBO  
**La CICOS et l'intégration des États de l'Afrique centrale**  
Préface du Pr Godefroy MOYEN

KISHORE MAHBUBANI  
**LE JOUR OÙ LA CHINE VA GAGNER**  
LA FIN DE LA SUPRÉMATIE AMÉRICAINE  
Préface d'Hubert Védrine

Roch Cyrilaque GALÉBAYI  
**Le Commandant Marien Nguabi (1938-1977)**  
Un leader charismatique et un modèle pour l'Afrique  
Préface du Pr Théophile ORENGA

Simon Batoumeni  
**Histoire politique du Congo-Brazzaville**

Simon Batoumeni  
**Vues de l'intérieur**  
Réflexion politique sur le Congo-Brazzaville  
Essai / Etude politique

Pierre MABIALA  
**Le droit d'occupation et d'acquisition des terres et terrains au Congo**  
Textes, notes et décisions de la Cour constitutionnelle

Claude-Richard M'BISSA  
**L'histoire au présent (2005 - 2020)**  
Une contribution à la vérité sur la gouvernance publique du Congo

Placide Moudouou  
**PRÉSIDENTS ET MINISTRES DU CONGO-BRAZZAVILLE (1958-2021)**

## COUPE DU MONDE 2022

## Le Costa Rica, l'Australie et le Pays de Galles complètent la liste des qualifiés

Le calendrier de la phase finale de la Coupe du monde qui se disputera du 21 novembre au 18 décembre a été actualisé puisque le tableau des trente-deux qualifiés est désormais complet.



Le trophée tant convoité/DR

Le Costa Rica, l'Australie et le Pays de Galles sont les trois dernières sélections qualifiées au terme des matches de barrages qui se sont achevés le 14 juin. Le Costa Rica a validé son ticket en s'imposant le mardi face à la Nouvelle-Zélande (1-0). Joël Campbell a inscrit le but de la victoire à la 3e minute. Le Costa Rica qui participera à sa sixième phase finale après 1990, 2002, 2006, 2014 et 2018 évoluera dans le groupe E composé de l'Espagne, l'Allemagne et le Japon. Los Tikos ont pour meilleure performance les quarts de finale disputés en 2014.

Ils ont rejoint l'Australie qui a écarté le 13 juin de la course à la qualification le Pérou 5-4 aux tirs au but après un score de 0-0 au temps réglementaire. Graham Arnold, le sélectionneur de l'Australie a tenté un coup de maître en faisant rentrer son gardien numéro 2. Andrew Redmayne s'est montré décisif lors des tirs au but. L'Australie retrouve la France, le Danemark et la Tunisie dans le groupe D. Cette sélection sera pour sa sixième participation à la phase finale, le premier adversaire des champions du monde en titre le 22 novembre. Les deux se sont croisées lors du premier match de la France au mondial 2018 en Russie, remporté par la France 2-1.

Le 6 juin, le Pays de Galles avait validé sa qualification en dominant l'Ukraine 1-0 grâce à un but contre son camp de Andriy Yarmolenko. Le Pays de Galles qui s'est qualifié pour sa première Coupe du monde depuis 1958 est logé dans le groupe B avec l'Angleterre, l'Iran et les Etats-Unis.

Au final, il y aura donc treize équipes européennes, six asiatiques, cinq africaines, quatre d'Amérique du Nord et centrale et quatre aussi d'Amérique du Sud. Les trente-deux qualifiés vont s'affronter pour succéder à la France tenante du titre. Notons que le match d'ouverture opposera, le 21 novembre, les Lions de la Teranga du Sénégal, champions d'Afrique, aux Oranjes des Pays-Bas.

La composition des huit groupes

A : Qatar, Equateur, Sénégal, Pays-Bas

B : Angleterre, Iran, Etats-Unis, Pays de Galles

C : Argentine, Arabie Saoudite, Mexique, Pologne

D : France, Danemark, Tunisie, Australie

E : Espagne, Allemagne, Japon, Costa Rica

F : Belgique, Canada, Maroc, Croatie

G : Brésil, Serbie, Suisse, Cameroun

H : Portugal, Ghana, Uruguay, Corée du sud.

James Golden Eloué

## FOOTBALL

## Le bilan des Diables rouges et des Congolais de la diaspora

A l'issue de cette saison 2021-2022 et de la période dévolue aux sélections nationales, l'heure est venue de dresser le bilan, calmement en se remémorant chaque instant.

Albanie, 1<sup>re</sup> division

Arrivé en janvier au Partizani Tirana en provenance de l'AS Otôho, le milieu axial s'est imposé dans le onze de départ au bout d'un mois pour ne plus en sortir : douze matches joués sur quatorze possibles (1 suspension pour deux cartons jaunes lors de la 32e).

Buteur lors de la 33e journée, le Ponténégrin a convaincu par ses qualités athlétiques et sa capacité de percussive dans l'entrejeu. Et a participé l'obtention de la 3<sup>e</sup> place du Partizani.

Lié jusqu'en juin 2024, il va pouvoir désormais s'étalonner sur la scène européenne. Que pourrait également découvrir Archange Bintsouka, puisque le Partizani est qualifié pour le premier tour des préliminaires de la Conférence Ligue (premier match contre les Géogiens de Suburtalo le 7 juillet).

Arrivé en même temps que Massanga en Albanie, dans l'anonymat le plus complet, l'ancien attaquant du FC Kondzo pourrait intégrer l'équipe première cet été après un passage en U21.

Recruté en janvier pour aider le club à se maintenir en première division, Dzon Delarge a eu un écot très limité pendant de longues semaines : 14 matches joués, dont 6 comme titulaire, et 595 minutes de jeu en saison régulière.

Mais l'ancien joueur du Slovan Liberec, capable de jouer à tous les postes de l'attaque, s'est réveillé au bon moment : titularisé le 31 mai pour le match de barrage face au FK Korabi, Delarge a délivré son équipe en ouvrant le score à la 16e minute d'une reprise du plat du pied droit. Le bon geste au bon moment puisque son équipe gagne 2-0 et se maintient en Super Liga. Dans la foulée, sa direction a prolongé son contrat d'une saison.

Albanie, 2<sup>e</sup> division

Sacré champion de deuxième division avec le Bylis Ballsh, Lionel Samba devrait aussi évoluer en Super Liga la saison prochaine. Le défenseur de 23 ans a disputé 21 matches cette saison, dont 12 comme titulaire.

Camille Delourme



Chandrel Massanga à l'entraînement.

## LITTÉRATURE

## «New York, le rêve américain» de Gaston M'Bemba-Ndoumba

L'essayiste et romancier congolais, Gaston M'Bemba-Ndoumba, invite le lecteur à découvrir une fresque amoureuse dans son roman «New York, le rêve américain», paru chez L'Harmattan.

Pendant ses vacances à New York, Léa, jeune étudiante parisienne, rencontre, de façon fortuite dans un café, un sans-abri nommé Tom Kennedy. Cet homme se révélera être bien plus proche d'elle qu'elle n'aurait pu l'imaginer. Il va s'en suivre entre eux des échanges intenses et inattendus dans cette ville de tous les possibles. Ces deux personnages auront à cœur, chacun à sa façon, de rattraper le temps perdu.

Ce roman est une sorte de fresque sociale qui met à rude épreuve les relations entre homme et femme, souvent fragiles, et la quête éternelle

de l'amour. Gaston M'Bemba-Ndoumba est l'auteur de plusieurs ouvrages consacrés notamment à la pratique de la dépigmentation de la peau chez les Noirs, à la sorcellerie, à l'école d'expression française en Afrique, à la musique congolaise. Autant d'ouvrages qui l'ont conduit à réaliser de nombreuses enquêtes de terrain, en Afrique et en France. Il a également publié des romans, dont le dernier, « Paris et Londres mes deux amours » (Éditions LC, 2020). Il travaille pour la mairie de Paris.

Marie Alfred Ngoma

